Extrait du site UGTG.org

url :Â http://ugtg.org/spip.php?article1207

Lettre ouverte du KOMITÃ‰ MÃ‰ 67 Ã Mme Marie-Luce PENCHARD sur les massacres des 26 et 27 Mai 1967 Ã Pointe Ã Pitre

- Dossiers - Mai 1967 -

Date de parution : 25 mai 2010

Date de mise en ligne : mardi 25 mai 2010

Mis Ã jour le : mardi 25 mai 2010

UGTG.org

KOMITE ME 67
c/o UGTG
1, Rue Paul LacavÃ©
97110 Pointe-Ã -Pitre

Madame Marie-Luce PENCHARD
Ministre des DOM
27, Rue Oudinot
75007 Paris

Pointe-Ã -Pitre, le 20 Mai 2010

Objet : VÃ©ritÃ© âEuros" Justice - RÃ©paration âEuros" RÃ©habilitation pour les victimes des massacres des 26 et 27 Mai 1967 Ã Pointe Ã Pitre (Guadeloupe).

Madame la Ministre,

Les 26 et 27 Mai 1967, Ã Pointe Ã Pitre, Ã lâEuros"occasion dâEuros"une grÃ¨ve dâEuros"ouvriers du bÃ¢timent, les CRS, Gendarmes mobiles (KÃ©pis Rouges) franÃ§ais perpÃ©trÃ¨rent un vÃ©ritable massacre contre le Peuple GuadeloupÃ©en.

Â« *Le massacre commenÃ§a* ***le 26 mai 1967*** au dÃ©but de la matinÃ©e et dura jusquâEuros"au **lendemain soir**. **Pointe-Ã -Pitre** martyrisÃ©. Ces morts ne furent pas les victimes accidentelles dâEuros"un combat sans merci. Ces **Ãªtres** furent assassinÃ©s de sang froid avec mÃ©thodes. Ce crime fut dÃ©cidÃ©, organisÃ©, planifiÃ© dans le cadre dâEuros"une politique de terreur. Â »

Le PrÃ©fet Pierre BOLOTTE, inhumÃ© le **27 Mai** 2008 (41 ans jour pour jour aprÃ¨s le massacre des GuadeloupÃ©ens), commandeur de la lÃ©gion dâEuros"honneur, demanda de faire usage de toutes les armes contre tous ceux qui bougeaient, qui Ã©taient noirs ou tiraient leur origine de cette couleur. Plusieurs centaines de GuadeloupÃ©ens furent traquÃ©s, blessÃ©s ou tuÃ©s par balles. LâEuros"armÃ©e FranÃ§aise tirait sur les ambulances et mÃªme dans la veillÃ©e mortuaire dâEuros"une des premiÃ¨res victimes. LâEuros"hÃ´pital Ã©tait dÃ©bordÃ©.
Des exÃ©cutions sommaires ont Ã©tÃ© perpÃ©trÃ©es aussi bien Ã la gendarmerie du Morne Miquel quâEuros"Ã la Sous-prÃ©fecture de Pointe-Ã -Pitre oÃ¹ des dizaines de corps jonchaient le sol.

Depuis 2005, nous avons entrepris des dÃ©marches auprÃ¨s de lâEuros"Etat FranÃ§ais pour quâEuros"une enquÃªte soit diligentÃ©e sur les tueries de Mai 1967. JusquâEuros"ici, aucune rÃ©ponse.

Toutes les archives des hÃ´pitaux et mairies relatives Ã cette pÃ©riode ont mystÃ©rieusement disparu et les archives FranÃ§aises de Fontainebleau nous sont interdites.

Face Ã ce mÃ©pris, les investigations se sont poursuivis directement sur le terrain mÃªme, en Guadeloupe, et ont permis de rencontrer des tÃ©moins visuels, des parents et amis de victimes, des blessÃ©s, des emprisonnÃ©s, âEuros¦.. Aux dires dâEuros"un ancien ministre des DOM, M. Lemoine, il y eut 87 morts et des centaines de blessÃ©s. Mais le nombre rÃ©el de morts va bien au-delÃ et dÃ©passera 200 GuadeloupÃ©ens tuÃ©s.

AujourdâEuros"hui, 41 ans aprÃ¨s, nous poursuivons notre combat pour la vÃ©ritÃ©, la reconnaissance de ce massacre, la justice, le jugement et la condamnation des coupables, la rÃ©habilitation des victimes, la rÃ©paration des prÃ©judices, lâEuros"accÃ¨s aux archives et dossiers de lâEuros"Ã©poque et Ã lâEuros"Ã©criture de cette page de notre histoire.

Depuis plusieurs mois maintenant, nous suivons avec intÃ©rÃªt vos prises de position sur tous les dossiers relatifs Ã la dÃ©fense des droits de lâEuros"homme Ã travers le monde.

LâEuros"Archipel de Guadeloupe, Pays CaribÃ©en, inclus unilatÃ©ralement dans les RÃ©gions Ultra-pÃ©riphÃ©riques EuropÃ©ennes (RUP), serait de ce fait sous Â« un rÃ©gime de droit Â ».

Or les faits : AffairesMADASSAMY, **SELBONNE**, **LEFORT, MATHIASIN**, âEuros¦, licenciement abusif et condamnations arbitraires de syndicalistes, non respect des accords signÃ©s, racisme Ã lâEuros"embauche Ã lâEuros"encontre des GuadeloupÃ©ens dâEuros"origine Africaine et Indienne en Guadeloupe, âEuros¦.. , confirment que notre vie quotidienne est tissÃ©e, depuis tantÃ´t, de longues suites de brimades, dâEuros"injustice, de rÃ©pressions
et de discriminations de tous ordres.

Ainsi, les reprÃ©sentants de lâEuros"Etat FranÃ§ais nous abreuvent de discours officiels vantant Â« la France patrie des droits de lâEuros"homme Â » (**pour rappel, la dÃ©claration des droits de lâEuros"homme date de 1789 et lâEuros"abolition
de lâEuros"esclavage de 1848**, sic !!) et du caractÃ¨re infaillible de la sociÃ©tÃ© de droits.

RÃ©cemment encore, câEuros"Ã©tait lâEuros"ambassadeur adjoint de la France Ã lâEuros"ONU qui demandait au conseil de sÃ©curitÃ© dâEuros"agir rapidement pour traduire les responsables du massacre du 28 septembre Ã Conakry
(GuinÃ©e) en dÃ©clarant que Â« *lâEuros"impunitÃ© ne peut Ãªtre une option* Â ».

QuâEuros"il est facile de se faire passer pour un dÃ©fenseur des droits de lâEuros"homme.

Et pourtant, aujourdâEuros"hui encore, lâEuros"exercice de la justice Ã nos actes ordinaires est fondÃ©e sur la plus flagrante des discriminations coloniales : celle de la couleur !

Sommes-nous confrontÃ©s Ã un phÃ©nomÃ¨ne marginal ?

Notre vision de la rÃ©alitÃ© sociale et politique est-elle Ã lâEuros"excÃ¨s, rÃ©ductrice ?

Sommes-nous victimes dâEuros"un mirage ?

Certainement pas.

Ce dont nous sommes sÃ »rs, câEuros"est dâEuros"aspirer Ã une sociÃ©tÃ© plus Ã©galitaire contrairement Ã ce que les faits nous imposent aujourdâEuros"hui. Voila pourquoi notre prÃ©sente requÃªte ne se fonde pas sur des considÃ©rations vagues et gÃ©nÃ©rales.

Nous exigeons du Gouvernement de la France des rÃ©ponses claires et prÃ©cises sur les Ã©vÃ¨nements de Mai

1967, survenus Ã Pointe Ã Pitre, en Guadeloupe.

Nous exigeons la vÃ©ritÃ©, la reconnaissance de ce crime colonial, la justice, le jugement et la condamnation des coupables, la rÃ©habilitation des victimes et emprisonnÃ©s, la rÃ©paration des prÃ©judices, lâEuros"accÃ¨s aux archives et dossiers de lâEuros"Ã©poque.

Pourquoi le massacre de centaines de GuadeloupÃ©ens ?

Pourquoi nâEuros"y a-t-il que des victimes qui ont Ã©tÃ© condamnÃ©es ?

Pourquoi les criminels ont-ils Ã©tÃ© dÃ©corÃ©s ?

Pourquoi ce black out ?

Pour le KOMITÃ‰ MÃ‰ 67,
Elie DOMOTA